



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada



Page d'accueil > Ressources > Salle des nouvelles > Communiqués

Ressources

Salle des nouvelles

Communiqués

2008 | 2007 | 2006 | 2005 | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000

31/03/2003

La Commission canadienne des droits de la personne dépose son Rapport annuel 2002

OTTAWA, le 31 mars 2003 – Le Rapport annuel de la Commission canadienne des droits de la personne, déposé aujourd'hui à la Chambre des communes, expose plusieurs grands enjeux sur lesquels la Commission a concentré ses efforts.

Au cours de la deuxième moitié de l'année, la Commission a amorcé un processus de transformation visant à mettre à jour tous les aspects de son travail.

Par exemple, la Commission aura davantage recours aux modes alternatifs de règlement des différends et elle travaille à élaborer un nouveau modèle opérationnel pour traiter plus efficacement les plaintes. La Commission utilisera aussi des enquêtes stratégiques, des rapports spéciaux et des outils autres que ceux qu'offre le processus de plaintes pour mieux donner suite aux questions pressantes et systémiques.

En 2002, la Commission s'est attaquée à plusieurs questions importantes au chapitre des droits de la personne. Elle a entre autres pris part à l'examen quinquennal de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, s'est penchée sur un article du projet de loi du gouvernement fédéral intitulé Loi sur la gouvernance des Premières nations, a présenté un rapport sur la situation des Innu du Labrador et a révisé sa politique sur le dépistage des drogues et de l'alcool afin qu'elle reflète les récentes décisions judiciaires.

Par ailleurs, la Commission a enregistré une hausse importante du nombre de plaintes de discrimination fondée sur la déficience en 2002, soit 85 % de plus que l'année précédente. Toujours en 2002, le nombre de décisions définitives rendues par la Commission concernant des plaintes pour atteinte aux droits de la personne s'est accru de 7,5 %. De ce nombre, 240 affaires ont pu être réglées grâce aux modes alternatifs de règlement des différends.

Renseignements :

Catherine Barratt
Relations extérieures et avec les médias
(613) 943-9119

Dernière mise à jour : 2004-02-27

